

A Hongkong, le gouvernement exige le retrait des livres scolaires violant la loi sur la sécurité nationale

lundi 6 juillet 2020, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2020).

Après le retrait des bibliothèques de livres écrits par des figures du mouvement prodémocratie, le gouvernement a ordonné aux écoles le retrait des livres qui pourraient violer la loi imposée la semaine dernière par Pékin.

Après le retrait des rayons des bibliothèques hongkongaises de livres écrits par des figures du mouvement prodémocratie, le gouvernement a ordonné aux écoles, lundi 6 juillet, le retrait des livres qui pourraient violer la loi sur la sécurité nationale imposée la semaine dernière par Pékin. Les directeurs d'école et les enseignants « *doivent examiner le matériel pédagogique, y compris les livres* », et les « *retirer s'ils y trouvent des contenus périmés ou pouvant s'apparenter aux quatre types d'infractions* » définies par la loi, a annoncé le département de l'éducation du gouvernement pro-Pékin.

Cette directive aux écoles a été annoncée plusieurs heures après que les bibliothèques ont confirmé qu'elles retireraient de leurs rayonnages les ouvrages susceptibles de violer la loi sur la sécurité nationale.

Parmi les auteurs dont les titres ne sont plus disponibles figurent Joshua Wong, l'un des militants les plus célèbres, et Tanya Chan, une députée prodémocratie renommée.

Réprimer la subversion, la sécession, le terrorisme

Le régime chinois a imposé le 30 juin à l'ex-colonie britannique un texte très controversé qui fait craindre à l'opposition un recul inédit des libertés depuis la rétrocession de 1997 par le Royaume-Uni de ce territoire, qui dispose d'un statut d'autonomie.

Les autorités de Pékin, qui entendent ainsi restaurer la stabilité après plusieurs mois de manifestations l'an passé, affirment cependant que cette loi ne concernera qu'« une petite minorité » de personnes. Cette loi vise à réprimer la subversion, la sécession, le terrorisme et la collusion avec les forces étrangères.

Un climat de crainte s'est déjà abattu sur la ville, la police arrêtant des personnes en possession de symboles de l'indépendance ou d'une plus grande autonomie du territoire alors que des commerçants ont retiré leurs affiches de soutien au mouvement.

Selon Joshua Wong, ce retrait des livres a été provoqué par la loi sur la sécurité nationale. « *La terreur blanche continue de se propager, la loi sur la sécurité nationale est, par nature, un outil destiné à mettre en cause [la liberté] de parole* », a écrit samedi sur Facebook cette figure de proue du mouvement, en utilisant une expression faisant référence à la persécution politique.